

PV DE LA CONCERTATION LOCALE DU 4 OCTOBRE 2016

Membres de droit : 5 membres présents :

Ville de Bruxelles :

- Madame Nora Mahieddine : Collaboratrice au sien du Cabinet de Madame Faouzia Hariche ;
- Monsieur Karim Bouhout et Madame Basma Ben Amar : Coordination locale de la Ville de Bruxelles – Jeunesse à Bruxelles

CoCoF :

- Monsieur David Cordonnier, Cabinet du ministre de la région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale
- Monsieur Vincent D'Ostuni, Chargé Administratif des projets de Cohésion Sociale

Membres (opérateurs) : 19 membres présents ou représentés : Arthis Maison de la Culture Belgo-roumaine, ASE Anneessens, Bruxelles Enseignement, Caria, Centre social du Béguinage, Centre TEFO, Chom'Hier, Cultures et santé, Double Sens, Entraide, Entraide Bruxelles, Foyer des jeunes des Marolles, Groupe d'Entraide scolaire de Laeken, Joseph Swinnen, Le Colombier, Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente, MJ NOH, Mini-Anneessens, Prévention Jeunes Bruxelles, .

Membres associés (bénéficiant du FIPI) : 1 membre présent : Bruxelles Laïque

Membres invités (nouveaux opérateurs et partenaires) : 3 membres présents : IStudio asbl, La Maison de la famille asbl, Lire et Ecrire asbl

Excusés : AMO de NOH, Ateliers du soleil, Ateliers Populaires, MJ le 88, Sports et culture, La Maison des Associations, CC Bruegel, Formosa, Progrès

Absents : MJ L'Avenir, Centre Culturel Bruxelles/Nord-Maison de la création, Interpôle, L'Amorce.

Ordre du jour :

1. Approbation du PV de la concertation locale du 15 Avril 2016
2. Ouverture de séance par Nora Mahieddine
3. De 9h30 à 12h00 :
 - intervention de Madame Christelle Sermon, Directrice du BAPA BXL
 - + échanges avec la salle
 - Intervention de Monsieur Mathieu Danero, coordinateur de la Chom'hier asbl
 - + échanges avec la salle
 - Intervention de Madame Eve Jadot, animatrice Alpha/Fle pour Bruxelles Laïque
 - + échanges avec la salle
4. De 12h15 à 13h00 : lunch convivial

1) Approbation du PV de la concertation locale du 15 Avril 2016

Le PV de la concertation locale du 09 juin 2015 est adopté à l'unanimité et sans aucune remarque.

2) Ouverture de séance par Mme Nora Mahieddine, collaboratrice de Mme Faouzia Hariche, Echevine.

N.M. souhaite la bienvenue aux membres de la concertation et prie l'assemblée d'excuser Mme Hariche de son empêchement de dernière minute, avant de remercier les intervenants du jour. Elle signale l'importance de cette concertation dédiée à la communication autour du BAPA Bruxelles. Le Bureau d'Accueil Pour les nouveaux Arrivants est un outil public proposant un accompagnement spécifique en tenant compte des besoins et des réalités de vie des nouveaux arrivants dans les meilleures conditions possibles, tout en respectant les droits et les devoirs de chacun. Elle explique la volonté politique de ce qu'un BAPA soit installé sur le territoire de la Ville de Bruxelles, au travers d'une démarche conjointe de Mme l'échevine Faouzia Hariche et Mme la présidente du CPAS. Bruxelles étant au cœur de flux migratoires, l'implantation d'un BAPA semble évident et ce tant pour la ville de Bruxelles, que pour la Région de Bruxelles Capitale.

La Ville de Bruxelles démontre par là son ouverture, souligne sa diversité et permet à chacun de trouver sa place au sein de la société en prenant part à la vie sociale, politique, économique et culturelle. Une volonté de proposer une société « inclusive », qui donne des moyens aux individus, afin qu'ils puissent compléter leur compétences au travers d'outils et d'appuis couvrant leurs besoins individuels. La Ville veut au travers du BAPA offrir un accompagnement de qualité et la possibilité d'acquérir des compétences indispensables à une intégration adéquate et éviter les sentiments de marginalisation qui peuvent être liés à la migration. La volonté de la Région et de la Ville de Bruxelles est d'éviter que les nouveaux arrivants ne soient livrés à eux-mêmes.

Elle remercie également au nom de Mme l'Echevine, Monsieur le Ministre Rudy Vervoort pour cette initiative qui répond à une nécessité.

3) Présentations des intervenants aux membres de la concertation locale et interventions

Madame Sermon Christelle, directrice du BAPA Bruxelles : voir annexe 01 (document PDF)

Prise de parole de :

Mr David Cordonnier, conseiller en Cohésion Sociale auprès du Ministre Vervoort.

Il se présente et a souhaité amener des éclaircissements à propos de la notion de volet « obligatoire » sur le territoire de la région Bruxelloise du parcours d'accueil : une ordonnance est sur la table du Gouvernement de la COCOM (Commission Communautaire Commune de Bruxelles).

La notion « obligatoire » doit se décider dans le cadre du bicommunautaire Bruxellois, donc la Cocom. Le projet d'ordonnance est actuellement à l'analyse du Conseil d'Etat et doit encore être validé par le parlement. La mise en pratique doit alors s'organiser concrètement sur le terrain. Il y a actuellement trois opérateurs : le Bapa BXL et Via asbl (Molenbeek/Schaerbeek) et Bon vzw qui est l'antenne bruxelloise de l'agence flamande « Inburgering ». Une fois que l'ordonnance sera votée, il faudra un accord de coopération entre les communautés.

Le projet avance donc et la présentation du volet obligatoire devrait suivre.

Karim Bouhout : signale que le BAPA BXL représente des moyens supplémentaires non négligeables à destination d'un public cible et que celui-ci est en attente de transfert de public. Il fait un appel à la collaboration auprès notre réseau associatif.

Question :

Anastasia Papadopoulos (Entraide Bruxelles) demande la mise en place d'un système qui envoie directement le primo-arrivant en demande au BAPA BXL, via des cartes ou des flyers que ceux-ci recevraient lors de leur inscription à la commune, sans transiter par le réseau associatif.

- **Mr Cordonnier** explique que cette mise en place n'est pas possible pour le moment. Il précise que le parcours « obligatoire » sera un bon moyen de cerner le public cible et sera un facilitateur d'accès aux informations, etc.

Le parcours étant accessible actuellement sur base volontaire, il est difficile d'instaurer une orientation vers l'un ou l'autre endroit relais. Les informations passent via le CPAS, ou autre...

Il précise que le travail actuel de la directrice du BAPA Bruxelles est essentiellement de la communication...vis à vis de tous les dispositifs susceptibles de recevoir à un moment ou un autre un primo arrivant.

Karim Bouhout: il insiste sur fait que le BAPA BXL est un outil à la disposition du public cible et qu'il sera utile à nos opérateurs.

Christelle Sermon : confirme son action de communication autour des différents opérateurs. Le BAPA BXL est bien un outil complémentaire à ce qui est proposé au public cible actuellement.

Question à Christelle Sermon :

Mr Draghici (Arthis asbl) demande s'il peut se déplacer avec des usagers pour faire découvrir ce nouveau service?

- **Christelle Sermon :** La réponse est affirmative, les locaux du BAPA BXL sont pourvus d'espaces prévus à cet effet.

Questions de Mr Francisco Hernando (Lire et Ecrire asbl) :

1/ Les collaborations entre le BAPA BXL et d'autres opérateurs peuvent-elles se faire même s'ils ne sont pas agréés par la Cocof ?

- **Christelle Sermon :** Pour les opérateurs en formation linguistique, la réponse est affirmative, le BAPA BXL doit travailler avec des opérateurs conventionnés par la Cocof. Les collaborations à venir se feront suite aux évaluations et se feront en fonction de l'offre et de la demande.

2/ Pour ce qui concerne la notion « obligatoire » : est-ce le premier volet dont on parle, ou de l'ensemble du parcours ?

- **David Cordonnier :** la question est prématurée, car il reste des paramètres non définis comme la question liée aux places. Par ailleurs, **D.C.** précise qu'il ne sert à rien de rendre quelque chose obligatoire, si on ne sait pas en assurer l'obligation. **D.C.** rappelle que la Flandre à un parcours obligatoire depuis une dizaine d'années, mais n'a pas de places en suffisance.

Les données ont aujourd'hui changé. Le primo-arrivant désire s'inscrire dans une démarche d'accueil (apprendre la langue, bénéficier d'une initiation aux codes de la société, être accompagné dans les démarches). C'est aussi le devoir d'une société de ne pas laisser ces personnes sur le bord de la route.

S'il devait y avoir une obligation fixée, cela uniquement pour faciliter le parcours d'intégration du primo-arrivant. Il n'y aura pas d'obligation s'il n'y a pas suffisamment de places d'accueil. Car pour nous la démarche, c'est l'amorce. Il faut voir jusqu'où il faudra aller pour que cette amorce soit déclenchée. Et bien sûr, voir quels seront les moyens budgétaires disponibles, sans rogner sur d'autres politiques tout aussi importantes. Il n'y a pas pour le moment de décision claire, car il faut encore affiner les chiffres par rapports aux primo-arrivants. Les données récoltées ne sont pas toujours concordantes. Il semble qu'à priori, le nombre de places nécessaires est presque ajusté.

Les règles européennes n'autorisent pas d'imposer d'obligation sur le public issu des pays européens, la réalité de ce public nous renvoie aux mêmes besoins qu'un primo-arrivant venant d'une autre région du monde. Ses besoins, afin de réussir son intégration, étant identiques....

Il ne faut pas prendre de décision idéologique en étant déconnecté de la réalité concrète.

Tout ceci pour dire : on ne sait pas encore. Notre volonté est que déjà, le parcours tel qu'il est mis en place maintenant fonctionne.

Au sujet des formations linguistiques : un appel a été fait. Nous avons moins de candidats que d'offres disponibles. C'est un constat qui a été fait. Les opérateurs avaient-ils la capacité ou l'énergie de répondre à l'appel à projet maintenant. L'appel a-t-il été boudé ? Mais nous allons voir comment le parcours se met en place, il faut que les cours se remplissent...ce qui n'est pour le moment pas encore le cas. Nous ne sommes pas dans les mêmes exigences que le secteur de la cohésion sociale...

Il faut laisser le temps au temps...évaluer l'offre par rapport aux besoins, ensuite un second appel à projet sera peut être envisagé.

Cela ne sera fait qu'au regard de l'offre et par rapport aux besoins des primo-arrivants.

Présentation de pratiques intéressantes d'alphabétisation dans notre réseau d'associations :

Intervention de Monsieur Mathieu Danero, coordinateur de la Chom'hier asbl : Méthode « ECLER », voir annexes 02.1 et 02.2 (documents PDF).

L'atelier « ECLER » = **E**CRIRE, **C**OMMINUQUER, **L**IRE, s'**E**XPRESSER, **R**EFLECHIR.

L'atelier ECLAIR a été mis en place par un pédagogue qui s'appelle Noel Ferrand. La méthode est diffusée depuis la fin des années 80. Cet atelier permet un apprentissage rapide, s'adapte à tout public, permet palier à l'hétérogénéité de niveau au sein d'un groupe, permet de palier aux absences...

Voir aussi: <http://www.chomhier.be/educperm/ep.htm>

Lors d'un atelier ECLER, chacun est amené à rédiger un petit texte librement, sans consignes particulières liées à la forme ou au fond. Des méthodes et outils sont mis en place par les formateurs pour permettre aux participants de s'autocorriger dans un premier temps. Ensuite vient l' "épreuve" de la lecture du texte par un tiers : un formateur lit le texte, puis aide éventuellement à reformuler ce qui est clair pour le participant mais peu clair pour le lecteur (travail sur l'énonciation, le processus d'expression). Il fournit des indications de corrections orthographiques et grammaticales (travail sur la forme, l'énoncé). Chaque participant corrige ensuite seul son texte en s'aidant des indications du formateurs, d'un dictionnaire (dictionnaire Eurêka), de ses textes précédents, des notes de cours...Une fois le texte corrigé, et réécrit, il est tapé sur un ordinateur (avec LibreOffice) et fait l'objet d'exercices sur PCs : utilisation de Lectramini pour le texte, et d'un petit logiciel développé par et à la Chôm'Hier AID ("Jeux de mots") pour les mots et expressions.

Les textes rédigés sont le résultat d'une interrogation personnelle et d'une confrontation entre les points de vue du formateur et du participant rédacteur. Ce travail sur le processus d'énonciation est tout aussi important que le travail sur le texte, l'énoncé lui-même, et en est indissociable. Nous effectuons donc tout un travail sur les représentations du monde et de soi, sur l'expression de ces représentations et sur leur confrontation avec celles des autres, avant d'aboutir

à l'écriture et au travail sur le code. Le contenu des cours est bien basé sur l'apport des participants, sur leur vécu, sur leur(s) besoin(s). Régulièrement, les participants ont été amenés à utiliser toutes les compétences vues durant la formation à la réalisation d'une tâche, d'un travail, d'un projet personnel.

Où l'on parle de pouvoir

S'il est question de lecture et d'écriture, il s'agit surtout d'acquérir du pouvoir : pouvoir d'exister, de se situer, d'être reconnu dans un monde où l'écrit structure la vie, les relations, les déplacements, l'expression culturelle, les loisirs, le travail ; pouvoir d'expression de son identité, pouvoir d'apprendre en gagnant la capacité d'entrer dans l'immensité des connaissances disponibles dans et par l'écrit, pouvoir de participation à la vie citoyenne, pouvoir d'analyse et de synthèse : l'écriture organise la pensée (élaboration), la rend lisible et communicable. Ainsi le travail sur la forme participe à cette acquisition de pouvoir, il est indispensable. On ne peut séparer la réflexion critique bâtie autour du contenu d'un texte, du travail sur le code écrit de ce texte.

Durant les cours, et en particulier l'atelier ECLER, les connaissances, savoirs... présents au sein du groupe sont transformés en objet d'apprentissage pour permettre aux participants d'acquérir de nouveaux éléments de connaissances, savoirs et compréhension. Dans une telle démarche, les moments d'acquisition de contenu notionnel font partie du processus d'écriture et de lecture, et sont indissociables de l'action.

Les textes rédigés lors des ateliers ECLER font l'objet d'une publication qui est le résultat d'une collaboration entre les différents groupes d'Éducation permanente à la Chôm'Hier AID. Ce projet mobilise les groupes alpha d'une part, les groupes informatique d'autre part.

Les premiers réalisent une mise en page simple de leurs textes : ils jouent sur la taille et la police de caractères. Les seconds imaginent une présentation (un journal format A5) inspirée de plusieurs quotidiens et hebdomadaires, puis la réalisent. Plusieurs modèles sont produits. Ces modèles font l'objet d'un vote, puis le modèle plébiscité se voit transformé, amélioré, et ce durant les cours d'informatique. Ensuite, les textes rédigés par les participants en alpha sont ajoutés au journal.

Fin juin, nous imprimons une soixantaine d'exemplaires de ce journal et le distribuons dans tous les groupes de la Chôm'Hier AID (avec la permission des auteurs des textes).

Intervention de Madame Eve Jadot, animatrice Alpha/Fle pour Bruxelles Laïque : Méthode autour des « récits de vie »

« Accéder à l'écriture participe du droit de retrouver une pensée, un savoir et un pouvoir sur soi-même et sur sa vie. Atelier d'écriture et alphabétisation sont indissociables. Ecrire ensemble, non pour apprendre mais pour penser ensemble. » Une citation de Catherine Stercq (co-présidente de Lire & Ecrire) que madame Eve Jadot reprend car elle s'y identifie.

Voir aussi annexe 03 (Document PDF)

Divers :

Présentation d'un projet de IStudio asbl : « **Voix d'ici, Voix d'ailleurs** »

12H15 : lunch convivial

13h30 : Fin